

Amérique latine : la pandémie comme

<https://www.contretemps.eu>

révéléateur

redaction

La pandémie du Covid-19 affecte désormais l'ensemble de la planète, à des degrés et selon une temporalité qui varient suivant les régions concernées. La propagation de ce virus, parfois qualifié de « coronacapitalisme », est assurément le révéléateur du fonctionnement du capitalisme néolibéral global. Il montre aussi bien les fractures géopolitiques existantes, que celles qui segmentent, sur le plan interne, nos sociétés, tout en mettant au grand jour les choix irresponsables de la plupart des différents gouvernements en place ces trente dernières années.

Dans ce texte, l'économiste Pierre Salama revient sur le scénario actuel en Amérique latine et souligne à quel point les classes populaires du sous-continent sont désormais soumis à une « double peine » : celle de la crise sanitaire dans un contexte de systèmes de santé délabrés et celle d'une crise économique qui va s'accroître encore les inégalités sociales, le mal-développement et le travail précaire. Pierre Salama prêche néanmoins pour que ce moment d'incertitude et de tension soit d'abord, face aux Bolsonaro et consorts, celui de la solidarité. Il ajoute qu'il est urgent de mener de nouvelles réflexions, après l'échec des gouvernements progressistes, sur les alternatives à construire pour faire sortir l'Amérique latine de la dépendance et de l'extractivisme, afin de penser « un renouvellement complet de la manière de penser l'économique et le politique ».

« Un mal qui répand la terreur, Mal que le Ciel en sa fureur Inventa pour punir les crimes de la terre... Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés... ». *Jean de la Fontaine : Les animaux malades de la peste.*

Le Covid-19 provoque une crise d'une ampleur inégalée dans le monde : partout la production chute, le chômage enfle, les revenus baissent. Après avoir atteint les pays d'extrême Orient, puis l'Europe et plus tardivement les Etats-Unis, elle arrive dès à présent en Amérique latine et demain en Afrique.

Des gouvernements, pas tous, interviennent fortement, bousculent les principes sacrés auxquels ils se rattachaient hier. Ainsi en est-il de l'ampleur des déficits publics, de la prise en charge du chômage partiel par les Etats, des nationalisations possibles dans des secteurs considérés comme stratégiques... Et demain, probablement, ces gouvernements qui, hier encore, étaient adeptes d'une intervention de moins en moins importante de l'Etat dans l'économique et d'un alignement des services publics sur les règles du marchand, accepteront de déroger à ces règles et penseront à redéfinir les frontières entre le marché et l'Etat afin de retrouver un minimum de souveraineté sanitaire, voire de manière plus large, industrielle, si toutefois nous sommes capables de leur rappeler leurs engagements. Le discours interventionniste ne prédomine pas en Amérique latine, principalement au Mexique où le discours officiel consiste à privilégier les dépenses sociales mais sans dégager les moyens pour le faire, ou bien au Brésil où les décisions des ministres de la santé sont souvent contrecarrées par les présidents de la République.

Nous sommes confrontés à une crise manifeste de la globalisation. La pandémie est un révéléateur des dysfonctionnements d'un capitalisme débridé où les Etats cédaient de plus en plus la place au marché, ici les firmes multinationales, mais aussi une fois la contagion prenant de l'importance, du retour des Etats/Nations.

La globalisation ne sera plus ce qu'elle a été

1/ Les termes « gagnants » et « perdants », sont souvent utilisés dans la littérature économique. Les pays qui « gagnent » seraient ceux qui connaissent une augmentation de leur participation dans le commerce mondial et inversement. Quelques pays, surtout asiatiques, accroissent leur participation relative dans le produit intérieur brut mondial entre 1980 et 2018. A l'inverse, les pays d'Amérique latine ont vu leur part décroître de plusieurs points. Si on se limite au commerce international des produits manufacturés, en 2017, sur les dix premiers exportateurs mondiaux, seul le Mexique est présent (10° place), le Brésil étant à la 30° place selon l'OMC.

Il est simpliste de considérer que des pays puissent être gagnants et d'autres perdants. Limiter les pays à des nations n'est pas en soi pertinent. La globalisation s'accompagne de fragmentations territoriales au sein des Etats/Nations. Elle produit en effet des conséquences négatives y compris dans les nations qui sont apparemment gagnantes, et par ricochet sur des segments de classes sociales. Les nations sont en effet composées de territoires où se concentrent les gains venant de la mondialisation et d'autres où ce sont les pertes qui dominent. Dans les territoires qui gagnent avec la mondialisation la proportion de ceux qui connaissent une évolution favorable de leurs salaires est plus importante que dans les territoires qui perdent où se concentrent alors basse et moyenne qualification, faibles salaires, menaces sur l'emploi et précarisation accentuée.

Avec la globalisation commerciale, la division internationale du travail a profondément changé. Certains pays du Sud, en Asie, sont devenus des ateliers du monde, d'autres, en Amérique latine, se sont à nouveau spécialisés dans l'exploitation de leurs ressources naturelles, à l'exception notable du Mexique et des pays l'Amérique centrale^[1]. Ils se sont reprimarisés. Les exportations de produits manufacturés s'élevaient à 51% de l'ensemble des exportations en 2006 au Brésil - 70% pour les importations-, les autres exportations étant composées de produits agricoles et de matières premières (mines et combustibles). Un peu plus de dix ans plus tard, en 2017, les exportations de produits manufacturés s'élèvent à 36% -74% pour les importations- (source IEDI, n°892, 2018). L'évolution est donc rapide et, de fait, elle a débuté dès la fin des années 1990. A l'inverse, au niveau mondial, les exportations de produits manufacturés s'élèvent à 70% de l'ensemble des exportations en 2017, auxquels il faut ajouter 12% correspondant à la catégorie « autres produits manufacturés, selon l'OMC. Enfin, 80% des exportations mondiales sont effectuées par dix pays parmi lesquels on trouve le Mexique en queue de peloton.

Dans les années 1990 et surtout 2000, on a assisté à un bouleversement de la division internationale du travail dans l'industrie mondiale grâce au développement de l'internet, à la baisse du coût des transports et aux capacités de certains pays asiatiques d'adapter leur offre très rapidement aux brusques changements de la demande mondiale.

On est ainsi passé d'une relation entre deux acteurs à une relation entre un acteur, le donneur d'ordre et « n » acteurs situées dans différents pays, surtout au Sud mais également au Nord ce qui se traduit par un éclatement de la chaîne internationale de valeur.

Les échanges de biens industriels Sud - Sud se sont développés. Cependant, les pays latino-américains, en général, ont peu participé au processus d'éclatement de la chaîne de valeur. Ils restent relativement fermés à l'exception, dans une certaine mesure, du Mexique et quelques pays d'Amérique centrale. Cependant, dans l'ensemble les pays latino-

américains ont pu davantage s'ouvrir à l'extérieur sans que ne pèse la contrainte externe — comme par le passé, grâce aux gains procurés par l'exploitation de matières premières vers la Chine principalement, ce qui leur a permis d'importer davantage de biens manufacturés. Cette phase semble terminée et les contraintes externes réapparaissent avec force dans des économies devenues moins industrialisées et plus vulnérables aux évolutions des volumes exportés et des prix des matières premières.^[2]

Alors que les pays d'Amérique latine restent figés dans un cadran caractérisé par une densité industrielle par tête faible et une part également faible de l'industrie (valeur ajoutée) dans le PIB, les pays asiatiques progressent en misant sur l'industrialisation fondée de plus en plus sur des produits de haute technologie et des exportations de produits complexes.

Avec l'ouverture croissante, l'emploi et le travail sont soumis à des contraintes externes de plus en plus élevées. L'emploi tend à devenir plus précaire et avec l'essor d'internet, l'« ubérisation » des activités devient de plus en plus importante sauf si une volonté politique de protéger davantage les salariés s'affirme. Ce fut le cas dans plusieurs pays latino-américains grâce à l'arrivée de gouvernements progressistes dans les années 2000 : l'informalité a baissé, les salaires réels ont augmenté plus rapidement que la productivité du travail et la protection sociale s'est développée, au détriment il est vrai de la compétitivité, les réformes structurelles nécessaires n'ayant pas été prises, les gouvernements progressistes s'étant arrêtés à mi-chemin. Aujourd'hui, avec le retour des droites, ces quelques acquis sont remis en question. Il reste que la précarité, le déclassement, croissant et les inégalités de revenus augmentent. Jusqu'à quand de telles évolutions sont-elles soutenables en termes politiques ?

Depuis 2008, la globalisation fléchit, la croissance des exportations mondiales ne dépasse plus nettement celle du PIB mondial, elle lui est parfois inférieure. Depuis 2008 la globalisation paraît s'essouffler. Des mesures protectionnistes se multiplient depuis 2012. Avec, l'accession de Trump à la présidence des États-Unis (2017), elles sont à la fois plus importantes et tendent à se généraliser.

La globalisation paraît céder le pas à la dé-globalisation pour deux raisons : la première d'ordre technologique : il est possible de relocaliser la production de certaines activités dans les pays avancés grâce à l'essor de la révolution numérique, cette même révolution qui hier permettait de délocaliser plus facilement. La seconde raison tient aux effets délétères de la globalisation sur la cohésion sociale : davantage d'inégalités de revenus, emplois supprimés et mobilité réduite se traduit souvent un protectionnisme de plus en plus prononcé.

*

2/ L'ironie de l'Histoire est que la crise de la globalisation est arrivée là où aucun économiste, aucun sociologue, aucun politique ne l'avaient prévue. Aucun. Même si dès à présent certains tentent de faire croire qu'eux l'avaient prévue. Certes, qu'elles viennent de droite, souvent extrême, ou de gauche, les critiques de la globalisation étaient nombreuses. Certains mettant en avant leur conception de la nation, préconisaient un retour au protectionnisme qui, parfois, pouvait s'apparenter à de l'autarcie. D'autres, plutôt de gauche et issus des rangs écologistes, plaidaient pour un altermondialisme, refusant les frontières, recherchant la coopération entre États pour imposer des normes éthiques (comme le travail décent) et environnementale beaucoup plus rigoureuses. Mais aucun ne pouvait penser que les formes nouvelles prises par la globalisation, à savoir l'éclatement

international de la chaîne de valeur de la production, pouvait à ce point fragiliser les différentes économies au point de les rendre extrêmement vulnérables.

Cette globalisation non contrôlée, fruit des libertés accordées d'exploiter la main d'œuvre peu chère et détruire l'environnement, a produit le chaos. Les théoriciens du chaos ont montré que le battement d'ailes d'un papillon pouvait entraîner à l'autre bout de la terre un effondrement, et que cette épée de Damoclès pouvait tomber à n'importe quel moment et entraîner des catastrophes... Cette thèse, qui est par exemple appliquée à la finance, ne l'a jamais été à la globalisation. Il a suffi d'une pandémie pour que d'un coup d'épaule le système économique actuel s'effondre par des effets en chaîne se nourrissant les uns des autres. L'incapacité de fournir ici des segments de produits d'une chaîne de valeur internationale dispersée au gré de faibles coûts de main-d'œuvre, entraîne ailleurs, c'est-à-dire dans d'autres pays, des arrêts de la production plus ou moins importants, une augmentation du chômage et, de ce fait, une baisse de la demande précipitant une dépression économique. Ce battement d'ailes du papillon révèle surtout que la désindustrialisation, le symétrique de cette globalisation, la perte considérable de souveraineté, notamment et surtout dans l'industrie pharmaceutique, ne se traduit pas seulement par des coûts financiers, mais surtout par un amoncellement de morts.

Double peine pour les pauvres, la crise et la pandémie qui renforce la crise

1/ Les pays latino-américains diffèrent les uns des autres. Certains ont une population importante (le Brésil avec 207 millions d'habitants, le Mexique avec 132 millions), à l'inverse d'autres, comme l'Uruguay ou les pays d'Amérique centrale, sont relativement peu peuplés. Le PIB par tête est élevé au Brésil, en Argentine, au Mexique (entre le quart et le tiers de celui des Etats-Unis) etc., un peu moins en Colombie et au Pérou, beaucoup moins dans d'autres. Certains pays sont riches en ressources naturelles, d'autres beaucoup moins. Enfin les populations n'ont pas toutes la même origine, davantage européenne dans le cône sud de l'Amérique latine, davantage d'origine indienne dans les pays andins, en Amérique centrale et au Mexique ou d'origine africaine dans d'autres pays comme le Brésil, dans les Caraïbes. Leurs histoires ne sont pas exactement semblables même si au long du XX^e siècle les plus importants d'entre eux ont pu avoir des expériences proches tant au niveau politique (Perón en Argentine, Vargas au Brésil, Cardenas au Mexique) et au niveau économique (régime de croissance tourné vers le marché intérieur dit de substitution des importations).

D'un point de vue structurel, la plupart des pays latino-américains ont de nombreux points communs qui constituent en quelle que sorte *les huit plaies de l'Amérique latine* : 1/ des inégalités de patrimoine et de revenus très importantes ; 2/ une informalité des emplois et un taux de pauvreté conséquents ; 3/ une reprimarisation de leur économie ; 4/ une détérioration de l'environnement importante ; 5/ une ouverture financière plus importante que l'ouverture commerciale ; 6/ Une désindustrialisation précoce ; 7/ Une tendance à la stagnation économique ; 8/ Un niveau de violence extrêmement important surtout au Mexique, au Brésil, au Salvador, en Honduras et au Guatemala.

Plus le taux de croissance du PIB est faible, moins la mobilité sociale est importante et ceci d'autant plus si les dépenses en éducation restent insuffisantes. Avec un tissu industriel fragilisé, les pays latino-américains pourront-ils faire preuve de résilience face à la

~~pandémie du covid 19 et de ses lourds effets économiques et sociaux et ce, à quelles conditions ?~~

La crise a plusieurs dimensions. Elle n'arrive pas sur un « corps sain » prêt à rebondir une fois la pandémie passée. En effet, 1/ quasiment tous les pays de la région et particulièrement les plus grands et puissants d'entre eux – Argentine, Brésil, Mexique – souffrent d'une tendance à la stagnation de leur taux de croissance du PIB. [3] Cette tendance à la stagnation sur longue période a plusieurs causes : des inégalités des revenus et du patrimoine très prononcées, de faibles taux d'investissement dus à des comportements rentiers de plus en plus prononcés se manifestant par une financiarisation excessive, des fuites de capitaux et une consommation ostentatoire, une désindustrialisation plus ou moins forte et des dépenses en recherche développement « réduites aux acquêts » (entre 0.5% et 1,1% du PIB selon les pays, pour référence en France ces dépenses s'élèvent à 2.4% du PIB et en Corée du Sud à 4.5% du PIB.. 2/ Depuis quelques années, l'Argentine, le Venezuela connaissent une crise économique profonde couplée d'une inflation devenue plus ou moins incontrôlable surtout au Venezuela. Le Brésil, après une crise très prononcée, équivalente à celle des années 1930, manifeste une incapacité à rebondir. Le Mexique entre en récession, et d'autres pays connaissent un ralentissement de leur activité économique (Colombie, etc.). 3/ Enfin du retour de la contrainte externe avec la baisse du cours des matières premières et des volumes vendus, celles-ci s'accroissent avec la généralisation de la crise due à la pandémie au niveau mondial et la forte chute de la demande des pays asiatiques grands importateurs de ces matières premières.

*

2/ Les pays d'Amérique latine vivent plusieurs crises en même temps qui se nourrissent les unes des autres. La crise est profonde. Elle est structurelle en ce qu'elle remet en question les modes mêmes d'expansion du capitalisme ces dernières décennies. En Amérique latine, *la crise liée à la pandémie s'ajoute à d'autres crises latentes ou présentes* que nous venons de citer. Le mélange est d'autant plus explosif que plusieurs gouvernements ne semblent pas avoir mesuré l'ampleur du danger en n'adoptant pas des politiques économiques contracycliques à la hauteur de l'événement, voire en minorant les dangers (une amulette pourrait faire office de remède à la pandémie, dit le président du Mexique, une « gripette » pour le président du Brésil, plaidant contre leurs propres ministres pour que ne soient pas mises en œuvre des mesures qui pourraient faire chuter l'économie).

Les politiques de lutte contre la contagion sont en général très en-deçà de ce qui se serait nécessaire. Elles sont de deux ordres : 1/ Les mesures « barrières », le lavage systématique des mains et le confinement partiel (hors personnes travaillant dans des secteurs liés à la santé, à l'alimentation et au transport) ; 2/ Des politiques économiques contracycliques pour freiner la montée de la crise et demain relancer l'économie. Les premières rencontrent des difficultés de mises en application dans les quartiers regroupant les habitants les plus défavorisés. Dans les cas extrêmes, les maisons n'ont pas d'eau potable, voire courante et il est donc difficile de se laver les mains régulièrement, la densité de population y est très importante et donc les mesures « barrières » ne sont pas faciles à appliquer et enfin, comme la plupart des personnes y demeurant ont le souvent des emplois informels et ne sont pas ou mal protégées par le système sanitaire, le confinement se réduit à choisir entre Charybde et Scylla, soit mourir de faim en respectant le confinement, soit augmenter considérablement la possibilité d'être contaminé et de contaminer son voisinage en allant travailler. A cela s'ajoute la volonté par certains présidents – au Brésil de manière caricaturale –, mais aussi par les sectes évangéliques dont l'influence est particulièrement

élevée chez les plus pauvres et les moins éduqués, de tout faire pour s'opposer au confinement imposé par les gouverneurs des Etats (dans le cas de fédération) ou bien des autorités locales au prétexte que cette pandémie n'est qu'une petite grippe et que si le confinement devait être appliqué il entraînerait une crise irréparable produisant un nombre de décès plus élevé que celui produit par la pandémie[4].

Les politiques contracycliques sont le plus souvent peu importantes – sauf probablement en Argentine en pleine crise économique[5] – compte tenu d'abord des difficultés financières (moins de recettes budgétaires du fait de la crise latente pré-pandémie, de la réduction relative de la valeur des exportations de matières premières, des fuites enfin de capitaux et de la fraude fiscale), reports de charges sociales, voire des impôts dus, si ce n'est leur suppression[6], et du manque de volonté politique de certains pays de favoriser une augmentation de la dette publique du à l'essor des dépenses publiques sans recettes correspondantes. C'est la position orthodoxe – d'un autre âge – du président mexicain qui tout en désirant accroître les dépenses sociales ne s'en donne pas les moyens en acceptant de creuser le déficit fiscal qui, de toutes les manières augmentera du fait de la montée de la crise économique. En général l'aide aux plus pauvres est faible (un peu plus de 100 dollars par mois par exemple au Brésil), augmentation des dépenses en santé, l'aide aux entreprises est également faible (le ministre des finances brésilien avait tenté de prendre un arrêté autorisant de conserver le personnel pendant quatre mois sans salaire et sans travail, et devant le tollé politique, est revenu sur cette mesure prétextant une erreur ...administrative). Même ces mesures bien timides rencontrent parfois l'ire des présidents, c'est encore le cas du président brésilien qui tente de renvoyer son ministre de la santé pour dépenses inconsidérées

Presque tous les pays latino-américains paient au prix fort le fait que les dépenses de santé sont très faibles en pourcentage du PIB. L'ensemble des dépenses de santé publique – privée en Amérique latine représente 8.5% du PIB, avec de très fortes disparités entre les pays et au sein de ces pays. C'est en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Chili et en Uruguay qu'elles sont les plus élevées (entre 9 et 10%), et en Equateur, en Bolivie, au Venezuela, au Mexique qu'elles sont le plus faibles (entre 3 et 5.5%) selon l'Ocde. Pour mémoire, les dépenses de santé publiques et privées s'élèvent en moyenne à 12.5%, avec de fortes disparités en 2018 : 16.9% du PIB aux Etats-Unis, 11.2% en Allemagne et en France, 8.9% au Chili et 5.5% au Mexique. Les systèmes de santé publics sont très souvent fragmentés selon les corporations (employés du pétrole, travailleurs de l'Etat, etc.,) mais aussi selon l'Etat central, les Etats fédérés ce qui souvent accroît l'inefficacité du système et permet à la corruption de se développer. Lorsqu'on compare le nombre de lits (soins intensifs) par 100000 habitants et le nombre de ventilateurs, en 2020, on observe que le Brésil – avec de très fortes disparités régionales – met à la disposition de ses malades un tiers de lits en moins et 3/5 de ventilateurs en moins que les Etats-Unis. L'Argentine est un peu mieux dotée en lits de soins intensifs, le Mexique est très loin derrière et le Pérou est encore plus loin ainsi qu'on peut le voir dans le graphique ci-dessous (The Economist, 8 avril 2020) [7]. Si on ajoute que les 25% les plus riches de la population – c'est-à-dire les riches et les classes moyennes hautes et moyennes – ont surtout accès au système privé de santé et que ce dernier possède environ la moitié des lits en soins intensifs et des ventilateurs, on comprend que la situation sanitaire de la majeure partie de la population est particulièrement vulnérable.

Conclusion

La crise due à la pandémie a pour vecteur la globalisation. Elle se greffe sur un tissu économique extrêmement affaibli. Elle est un révélateur de l'ensemble des dysfonctionnements du capitalisme et plus particulièrement en Amérique latine. Les premières victimes sont les plus pauvres...

L'informalité (70% en Bolivie, 63% au Pérou, 47% au Brésil) et la pauvreté restent très importantes en Amérique latine. En Argentine, elle atteint 50% de ceux qui sont dans l'informel. Ces dernières années, l'informalité et la pauvreté ont eu tendance à augmenter de nouveau notamment et surtout au Brésil et en Argentine. Comme le notent plusieurs sociologues et médecins, les malades pauvres décéderont chez eux, voire mourront « à la porte l'hôpital », selon le Professeur de médecine Miguel Strougi de l'USP (O Globo, 23 mars 2020).

Il y a une relation entre la pauvreté et l'obésité, due la plupart du temps à la « mal bouffe ». Les pauvres au Mexique, un peu moins au Brésil, relativement moins en Argentine et pour les pays avancés, aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, sont le plus souvent obèses. Les catégories vulnérables aux revenus modestes le sont également, mais dans une moins grande mesure, les classes moyennes encore moins. Il y a une relation élevée entre l'obésité et le diabète, l'hypertension et les risques cardio-vasculaires. La pandémie affecte donc plus particulièrement les pauvres et les catégories vulnérables et ce d'autant plus que leur accès aux soins est plus restreint.

Dans les pays avancés, ce sont surtout les populations âgées qui ont le plus de risque de succomber à la pandémie car elles souffrent plus que les jeunes du diabète, de l'hypertension *etc.* En Amérique latine ce sont surtout les pauvres et des pauvres relativement jeunes. Fin mars, le quart des patients hospitalisés à Rio de Janeiro souffrant de cette pandémie a moins de 40 ans.

Le confinement est le plus souvent impossible à faire respecter dans les bidonvilles les plus misérables pour des raisons évidentes : surpopulation rendant difficiles la distanciation sociale, conditions sanitaires désastreuses entraînant des grandes difficultés à se laver souvent les mains, et surtout informalité et pauvreté conjuguée font que le droit au retrait est une abstraction, que le choix est en fait entre travailler ou mourir de faim. Pour autant, l'ensemble de ces mesures sont nécessaires mais elles exigent pour être un minimum efficace une plus grande générosité de l'Etat en distribuant des revenus un peu plus conséquents aux pauvres et en les testant pour isoler les contaminés de leur famille et de leur entourage.

Lorsque les gouvernements sous-estiment le danger et n'ont pas de politiques de prévention comme la distanciation sociale, d'interdiction comme le confinement, ne décident pas de verser aux plus pauvres un revenu minimum ou le font de manière insuffisante ; lorsque des présidents s'opposent à leurs ministres et plaident pour le maintien du niveau d'activité économique, se moquant de ceux qui sur-jouent la crise sanitaire alors que la véritable catastrophe serait la crise économique ; lorsque des sectes religieuses, de plus en plus influentes, disent que par la prière collective on pourra repousser Satan, cheval de Troie de la pandémie... alors on ne peut être que pessimiste. C'est une qui désigne comme criminels ceux qui se refusent à faire face à cette pandémie et préconisent la reprise du travail quel qu'en soit le coût humain, sans même attendre que la pandémie ralentisse, que le pourcentage d'immunisés ait atteint un minimum. Mais c'est

~~aussi un moment qui par son ampleur, ses conséquences désastreuses sur certaines~~
catégories de la population, par l'exploitation politique que peuvent en faire des partis et des églises, soit par sectarisme, soit par populisme, peut ouvrir la voie à des gouvernements d'extrême droite mais aussi, à l'inverse, une opportunité à saisir pour construire une autre société fonctionnant avec d'autres modes que la recherche exclusive du profit.

C'est une crise qui appelle un renouvellement complet de la manière de penser l'économique et le politique. Aujourd'hui, le primat est à la solidarité, ce n'est malheureusement pas assez le cas surtout en Amérique latine, aux Etats-Unis et dans quelques autres pays. Demain, quand les conditions sanitaires seront réunies, ce sera l'heure de la reprise du travail, en espérant que la solidarité se maintiendra, que le modèle économique ne sera pas une reprise de l'ancien, sinon l'Histoire se répétera comme une tragédie...

Notes

[1] Le Mexique s'est spécialisé dans l'exportation de produits manufacturés à destination essentiellement des Etats-Unis et du Canada. Cependant, à la différence de nombre de pays asiatiques, le Mexique et les pays d'Amérique centrale se sont cantonnés pour l'essentiel à des activités d'assemblage à l'exception en partie de certains secteurs comme l'industrie automobile où le nombre d'équipementier a augmenté grâce, non pas à une politique industrielle mais à la venue d'entreprises transnationales. L'ouverture croissante n'a pas eu d'effets positifs sur la croissance au Mexique, les effets multiplicateurs sur le PIB étant faibles ce qui explique que parmi les grands pays latino-américains, il ait été celui dont la croissance a été la plus faible ces vingt-cinq dernières années. La complexification de son tissu industriel est également faible et ou/bien apparente et trompeuse.

[2] Voir le dossier de la revue « Recherches Internationales », n° 115, 2020, dirigé par Posado Th, Rogalski M., et Salama P., intitulé *L'Amérique latine en bascule* avec les écrits de Gaudichaud F., Destremau B., Gaulard M., salama P., Svampa M., Chaponnière JR. et Ventura Ch. Voir également le dernier livre de Gaulard M. et Salama P. , 2020, *L'économie de l'Amérique latine*, ed. Breal (non disponible à cause de la pandémie, les librairies étant fermées...), pour les aspects plus politiques, voir Gaudichaud F., Modonesi M., Weber JR, 2020, *Fin de partie, Amérique latine, les expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019)*, ed. Syllepse.

[3] Un exemple : Le taux de croissance du PIB par tête mexicain a été seulement de 0.8% en moyenne par an entre 1983 et 2017, bien inférieur de celui des Etats-Unis sur la même période.

[4] Ce dernier argument réapparaît dans les pays avancés mais après des semaines de confinement. Il était mis en avant également par ceux qui considéraient que l'immunisation de masse (60% de la population) passait par la contagion en oubliant le nombre considérable de morts qu'elle provoquerait, c'est d'ailleurs pourquoi il a été abandonné en Grande Bretagne, aux Pays Bas et partiellement, bine timidement, par Trump aux Etats-Unis.

[5] Ce qui explique la forte montée de la popularité du président Fernandez nouvellement élu (74% d'appui) fin Mars, et à l'inverse la chute de celle du président Mexicain dit AMLO

Amérique latine : la pandémie comme

<https://www.contretemps.eu>

révéléateur

redaction

qui reste pourtant encore élevée (58.4%), supérieure à celle du président Bolsonaro (autour de 30% qui correspond à son socle « évangélique », les couches moyennes supérieures - qui lui étaient acquise-contestant ses prises de position sur la pandémie.

[6] Voir un article significatif paru dans le Financial Times du 13 Avril intitulé : « Four Mexico states call for new tax deal with López Obrador ».

[7] Les pays qui ont plus de 10 lits hospitaliers par mille habitants (il ne s'agit pas ici de lits à soins intensifs dits de réanimation, ont eu le plus faible taux de mortalité provoqué par la pandémie Hong Kong a 14.5 lits, le Japon dix. C'est loin d'être le cas du Brésil qui possède 1.95 lits par mille habitants. Dans les dix dernières années le Brésil a supprimé 40000 à 50000 lits, faute de ressources suffisantes pour les maintenir (O Globo, 23 mars, voir aussi : Financial Times du 13 avril 2020). Voir également : Barceno A., 2020, 3 avril, « Coyuntura, escenarios y proyecciones hasta 2030 ante la presente crisis de covid -19 », 1-65, CEPAL, pour des données plus complètes par pays, p. 21.